

APRÈS UN MOIS DE MOBILISATION DES GILETS JAUNES

L'hostilité contre Macron s'approfondit

Macron : « Je n'ai pas vu le départ de feu. Il faut un Canadair pour l'éteindre... »

« En haut », c'est la panique

Après avoir dû reculer sur la hausse des taxes sur les carburants, sur le gaz et l'électricité, Macron, quelques jours plus tard, a été contraint d'annoncer des mesures qui, certes, ne répondent pas aux revendications, aux exigences des « gilets jaunes », mais dont il se serait bien passé. Dans une interview aux *Échos*, Édouard Philippe rappelle que les annonces de l'exécutif vont coûter 10 milliards d'euros, et qu'elles vont faire passer le déficit budgétaire de 2,8 % à 3,2 %, ce qui provoque l'inquiétude de l'UE et des gouvernements de tous les pays européens.

Le quotidien patronal *L'Opinion* révèle que le lendemain de son allocution télévisée du 10 décembre, Macron a réuni les parlementaires LREM et Modem. Le journal dévoile ses propos : « *J'ai sous-estimé la profondeur de la crise sociale. Je n'ai pas assez vu le départ de feu, il a ensuite fallu un Canadair pour l'éteindre.* »

Ce 18 décembre, le gouvernement annonce une prime exceptionnelle de 300 euros pour calmer la colère des forces de l'ordre...

Mais le mouvement de fond, dont les « gilets jaunes » et dans sa foulée la mobilisation des lycéens sont l'expression inédite, ne cesse pas.

« C'est à quitte ou double que Macron va aborder 2019 »

L'enjeu ? Préserver – tant que c'est possible, et si c'est possible – le quinquennat, les réformes prévues. *Le Monde*, dans son édition du 19 décembre, fait part de son inquiétude : « *C'est à quitte ou double que Macron va aborder 2019. Non pas qu'il soit contraint à la démission à laquelle l'invitent*

sans ménagement les "gilets jaunes". Mais s'il ne parvient pas à répondre de façon convaincante, c'est une autre forme de démission qu'il pourrait connaître : l'enterrement des réformes emblématiques qui sont à l'agenda et la paralysie de son ambition réformatrice. »

Dans son interview aux *Échos*, Édouard Philippe affirme : « *Notre objectif est de continuer à transformer, à moderniser le pays.* » »

C'est dans cette situation que, dans sa lettre aux adhérents, le bureau national du POI déclare : « *Toutes les questions politiques accumulées depuis des années se retrouvent posées au grand jour par l'irruption de ces travailleurs : parce qu'ils veulent vivre, ils veulent en finir avec les fausses alternances politiques, avec des institutions qui les étranglent depuis des années (...).* »

Oui, dans ce contexte, renforcer, élargir, franchir une étape dans le regroupement et l'organisation d'une force politique, de tout ce réseau de militants, de travailleurs, de jeunes d'appartenances diverses, dans le cadre du CNRR est d'une importance capitale.

45 % des smicards ne toucheront pas la prime d'activité

Informations ouvrières dans son précédent numéro et de nouveau cette semaine revient sur la réalité des mesures annoncées par Macron le 10 décembre et dont *Le Monde* indique qu'elles devraient concerner 15 millions de Français. Parmi ces mesures, c'est par le biais de la prime d'activité que les salariés au niveau du SMIC doivent être augmentés de 100 euros.

Citant un chiffre de l'Assemblée nationale, *Le Parisien* dans son édition du 18 décembre écrit : « *45 % des smicards en sont exclus.* » ■